

L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE

Lettre 3



DE L'IAE SAVOIE MONT BLANC

L2 ESPRI

Novembre 2024

SOMMAIRE

AFRIQUE	<i>Page 3</i>
EUROPE	<i>Page 4</i>
MOYEN-ORIENT	<i>Page 5</i>
AMERIQUE DU NORD	<i>Page 6</i>
OCEANS ET ARCTIQUE	<i>Page 7</i>
ASIE	<i>Page 8</i>
AMERIQUE DU SUD	<i>Page 9</i>
FICHE PAYS 1 : HAITI	<i>Page 11</i>
FICHE PAYS 2 : TUVALU	<i>Page 13</i>

L'EDITO

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour cette **3^e édition de l'Observatoire géopolitique**, à la sortie des élections américaines et du dernier sommet des BRICS à Kazan.

Au programme : un focus sur les actualités du globe, à travers différents articles produits par nos soins. Chaque actualité se concentre sur une zone géographique du monde, afin d'ouvrir les connaissances de chacun et de chacune.

Nous espérons que cette sélection d'articles vous permettra d'améliorer votre compréhension du monde actuel et de ses enjeux.

Bonne lecture !

ALESI Léa, AUGAGNEUR Louise, BAUMET Elise, ROBIN Anna

AFRIQUE

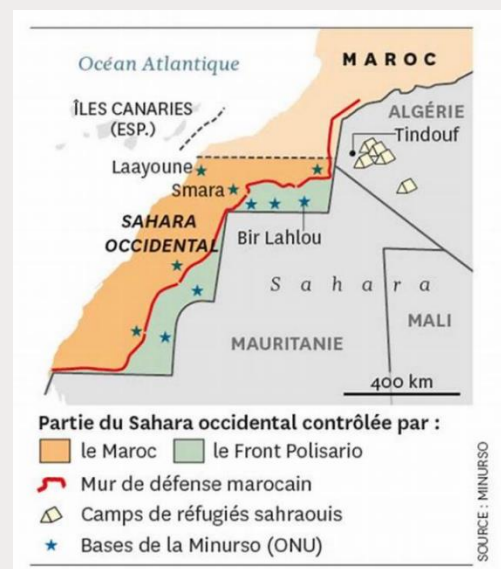
Algérie VS Maroc : pourquoi le Sahara occidental reste un terrain de tension brûlant ?

Le Sahara occidental est un territoire convoité dont le statut post-colonial demeure irrésolu. Dès 1904, l'Espagne occupe la province du nord et l'extrême sud du pays qui n'est que désert. En 1975, cette colonie espagnole est revendiquée par le Maroc. Ceci sans prendre en compte le peuple local, les Sahraoui signifiant en arabe "originaire du désert". Ces derniers revendiquent leur indépendance et proclament en 1976, la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Cette région située au nord-ouest de l'Afrique est riche en ressources, d'où la détermination des deux camps à imposer leur autorité. En effet, des réserves pétrolières, minières et halieutiques composent le territoire. Le Sahara occidental est donc vital pour l'économie marocaine. En symbole de cette opposition, un mur est érigé par le Maroc de 2 700 km séparant les zones contrôlées par Rabat et par le Front Polisario (mouvement sahraoui qui lutte pour l'indépendance du Sahara occidental).

L'Algérie, par son passé colonial, milite pour les droits à l'autodétermination du peuple sahraoui en soutenant le Front Polisario. En 2021, elle annonce sa rupture diplomatique avec le Maroc, dénonçant des actes hostiles délibérés (incendies) et les manœuvres de Rabat pour asseoir sa souveraineté sur la région. Cette décision rappelle celle prise par le Maroc en 1976, lorsque l'Algérie a ouvertement soutenu le mouvement indépendantiste.

La frontière entre ces deux pays, officiellement fermée depuis 1994, est très révélatrice de tensions. Leurs relations diplomatiques sont profondément marquées par ce conflit qui perdure. Il en résulte une hostilité latente entraînant une course à l'armement. Or, ces tensions se globalisent et s'imposent au sein des discussions du conseil de sécurité de l'ONU.



En effet, au sein de la MINURSO¹, les deux parties tentent d'obtenir le soutien des puissances internationales. L'Algérie revendique un référendum auprès du peuple sahraoui. Mais cette procédure est sans cesse repoussée par manque de soutien. Les enjeux économiques sont en faveur du Maroc au détriment des questions identitaires soutenues par l'Algérie. Parallèlement, les nombreuses transactions d'armes des pays alliés posent question sur l'avenir du conflit. Prendra-t-il fin lors du référendum reporté en octobre 2025 ?

BIANCHI Carla, FRAISSE Maëlle, POUTREL Eva

EUROPE

Rêve Géorgien : victoire ou cauchemar démocratique ?

L'ombre russe plane sur les élections en Géorgie



Carte de la Géorgie. Crédit photo : TUBS 1

Après la chute de l'URSS, de nombreux États ont décidé de s'en détourner, dont le moindre n'est pas la Géorgie. La population géorgienne souhaite depuis des années intégrer l'UE et, en décembre 2023, après de nombreuses négociations, le pays a finalement été désigné comme candidat à l'adhésion à l'UE. La population locale et les partis pro-UE, et en particulier la présidente Salomé Zourabichvili, formée à Sciences Po Paris, ont accueilli cette nouvelle avec beaucoup d'enthousiasme et d'espoir.

La Russie reste néanmoins extrêmement présente sur ce territoire, notamment en termes de politique, depuis la guerre de 2008, au cours de laquelle la Russie a reconnu l'indépendance des régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. On peut notamment noter l'orientation politique du parti actuellement majoritaire au gouvernement, le Rêve Géorgien, qualifié de "pro-russe". Le leader de ce parti, Bidzina Ivanichvili, est par ailleurs un oligarque anti-européen souhaitant préserver des relations apaisées entre la Russie et la Géorgie. De plus, en mai 2024, la loi sur « l'influence étrangère » a été promulguée. Elle présente de fortes similitudes avec une loi Russe adoptée en 2012 qui vise particulièrement les médias et les ONG financées par l'étranger, en restreignant leur liberté et leur indépendance. Cette loi, conçue par « le rêve géorgien » et contraire à la démocratie, a été vivement critiquée par les citoyens, qui se sont exprimé leur mécontentement en manifestant devant le parlement. À la suite de cette loi, l'UE a dû geler la candidature géorgienne, car elle est contraire aux valeurs européennes et occidentales. De plus, le Rêve Géorgien relaie l'idée que devenir membre de l'UE mènerait à une entrée en guerre contre la Russie, pour obtenir les voix des électeurs non fixés.



Photo par Giorgi Abdaladze, 21 Mars 2020
De Salomé Zourabichvili.

¹ Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum pour le Sahara occidental.

Ces différentes dynamiques affectant la société géorgienne ne se sont pas reflétées sur les résultats du scrutin du 26 octobre. En effet, il a été sans équivoque quant à la victoire du Rêve géorgien (57% des voix) face à ses adversaires, 4 partis qui avaient formé un front uni pour faire barrage et n'ont obtenu que 37,6% des voix. Ce score pourrait être expliqué par des violations à grande échelle du code électoral ainsi que des intimidations à l'entrée des bureaux des votes constatées par des observateurs. Dans le district de Marneuli, un observateur accrédité a poussé plusieurs bulletins dans l'urne, filmé par un observateur de l'opposition. Certains soupçonnent les services secrets d'avoir désiré pirater les machines à voter. Face à ces actes qui, s'ils sont avérés, constituent des violations démocratiques fondamentales, Salomé Zourabichvili a refusé de reconnaître le résultat des élections et appelé la communauté internationale à "protéger la Géorgie en soutenant le peuple", appelé à manifester. Le recomptage des voix a cependant confirmé le résultat du vote, bien que moins tranché en faveur du Rêve Géorgien (54% des voix). Dans ce contexte, quel peuple doit soutenir la communauté internationale ?

La question est légitime : loin d'avoir abouti à un consensus démocratique, ces élections ont divisé d'autant plus le pays. Viktor Orban a probablement soutenu une partie du peuple lorsqu'il a félicité le Rêve Géorgien avant même la parution des résultats officiels. Face à ces ingérences illibérales, l'Europe se doit de rester présente et de soutenir le reste de la population géorgienne, si elle ne veut pas que son inattention mène, comme en Ukraine en 2014, à une radicalisation des volontés expansionnistes russes.

SOUATI Hana, VAN-HAMME Timéo, ZABE Emilie

MOYEN-ORIENT

Droits des femmes : L'Iran se voile la face

Le samedi 2 novembre, une étudiante se déshabille en signe de protestation face au contrôle permanent de la police des mœurs. Elle marche le long de l'université Azad, à Téhéran mais il ne faudra que quelques minutes aux autorités iraniennes pour l'embarquer de force dans un véhicule avant de "l'envoyer dans un hôpital psychiatrique", d'après un média local. Selon les autorités, le refus du port du voile est un signe de troubles mentaux. Ils la déclarent "instable mentalement".

Amnesty International et plusieurs figures de la société civile iranienne ont appelé à la libération immédiate de Ahou Daryaei. Elles dénoncent un recours systématique à la violence et à l'humiliation contre les femmes qui osent défier la loi du hijab obligatoire. Le geste de l'étudiante rappelle au monde la condition des femmes en Iran après la mort de Mahsa Amini en 2022. Cela avait déclenché une vague de protestations sous le slogan "Femme, Vie, Liberté".

L'incident illustre la persistance des méthodes répressives de l'État, sous l'influence de l'ayatollah Khamenei, le Guide suprême au pouvoir, malgré l'élection de dirigeants affichant une volonté d'apaisement en promettant de potentielles réformes. Ce nouvel acte de défi attire l'attention internationale sur la condition des femmes en Iran, tandis que des vidéos et témoignages sur les réseaux sociaux rappellent la répression quotidienne qu'elles subissent de la part de la police des mœurs.



Source : ABACAPRESS 1

Organe tristement célèbre de la république islamique d'Iran, la police de mœurs est chargée de veiller au respect des mœurs islamiques. Fondée en 2005, elle veille principalement au respect du code vestimentaire imposé et, par conséquent, au port du hijab. Annoncée comme abolie par le procureur général le 4 décembre 2022 à la suite des manifestations, l'État dément cette nouvelle et déclare que ce pouvoir appartient au ministre de l'Intérieur.

Cet acte de résistance solitaire, comme tant d'autres depuis la mort de Mahsa Amini, rappelle la détermination de nombreuses Iraniennes face aux lois sur le hijab et à la répression exercée par la police des mœurs. Alors que les autorités cherchent à étouffer ces voix dissidentes, la communauté internationale continue de se mobiliser pour dénoncer la répression et réclamer des réformes. Le combat de ces femmes transcende les frontières iraniennes, posant la question : combien de temps encore un État peut-il imposer de telles restrictions au nom de la moralité sans entendre les appels au changement ?

BERRUET-ZORELLE Jeanne, HUBER Antoine, RIBOLLET KARREIRA Evan

AMÉRIQUE DU NORD

Trump remonte sur le ring

Ce 5 novembre 2024, Donald Trump devient le premier président américain condamné pour crime. La réélection du candidat républicain marque un tournant dans l'histoire des États-Unis et risque de constituer un facteur d'instabilité internationale.

Vis à vis de l'OTAN, le candidat républicain continue d'afficher un nationalisme et un protectionnisme encore plus décomplexés, qui présagent d'une tendance inexorable vers l'isolationnisme. Les États-Unis sont les principaux financeurs de l'OTAN et le premier budget de défense mondial (968 milliards de dollars en 2024). Ainsi, la volonté de Trump de réduire la contribution américaine à l'OTAN constitue une menace pour la défense européenne.



©Armees.com© 1

Trump a annoncé vouloir mettre fin à la guerre en Ukraine "en 24h", une déclaration aussi ambitieuse que floue qui suscite des inquiétudes étant donné le soutien apporté par Trump au président russe. Selon une étude de l'université allemande de Kiel, si Washington venait à supprimer son aide auprès de Kiev, le poids des armes fournies à l'Ukraine passerait de 59 à 34 milliards d'euros.

Du côté du Moyen-Orient, les États-Unis restent des alliés indéfectibles d'Israël. Néanmoins, Biden avait exercé une certaine pression sur le premier ministre israélien, en le limitant dans sa volonté de

frapper les installations nucléaires iraniennes. Pour Trump, soutien de Netanyahu, le véritable problème n'est ni Gaza ni le Liban, mais bien Téhéran. Une possible opération commune pourrait être menée après son investiture le 20 janvier 2025. Le renforcement de cette union pourrait se révéler dévastateur pour les opposants d'Israël.

Par ailleurs, les ambitions du milliardaire ne semblent pas se limiter aux cinq continents. Pour le républicain, la domination américaine dans l'espace est une évidence. "Nous ne voulons pas que la Chine, la Russie (...) nous dominent, nous avons toujours dominé" avait-il déclaré en 2018, de quoi agiter la menace d'une compétition accrue dans l'exploitation des ressources spatiales. Et comme tout développement économique s'accompagne d'un mécanisme de défense, Trump a créé en 2019, le Spacecom, un groupement militaire dédié à l'espace et destiné à préparer une éventuelle guerre.

Si le développement de l'Etoile Noire n'est pas pour tout de suite, un nuage de la même couleur se développe sur le théâtre des conflits internationaux...

DE LORENZI Tilana, DUSSERT Ianis, ROOS Ethan

OCEANS ET ANTARCTIQUE

Paul Watson, de capitaine de marine à militant écologiste : héros ou hors-la-loi ?

Paul Watson, militant écologiste et officier de marine est le fondateur de l'ONG Sea Shepherd Conservation Society en 1977, à la suite de son exclusion de Greenpeace. En effet, il quitte cette ONG du fait de désaccords avec l'équipe dirigeante. Militant convaincu, Paul Watson dédie sa vie à la protection des fonds marins et de la faune qu'ils abritent. Il n'hésite pas, avec sa flotte, à mener des actions violentes comme l'abordage de navires baleiniers. Il est à de nombreuses reprises arrêté. À côté de ses actions militantes, Paul Watson a enseigné à l'université et s'est même présenté plusieurs fois à des élections, sans jamais rencontrer le succès.



[https://reporterre.net/Le-capitaine-Paul 1](https://reporterre.net/Le-capitaine-Paul-1)

Les méthodes de Paul Watson sont ainsi controversées et souvent qualifiées de radicales ou agressives. Il prône l'action directe, en témoigne le jet d'une boule puante d'acide butyrique à bord d'un navire baleinier japonais nippon en 2010 : action pour laquelle il a été arrêté le 21 juillet 2024. Il ne craint ainsi pas de défier les lois internationales pour atteindre ses objectifs et soutient l'usage de la désobéissance civile, estimant que les réglementations actuelles ne protègent pas suffisamment l'environnement. L'objectif de ces pratiques est donc de pousser la société et l'opinion publique à reconsidérer ces priorités écologiques en assumant les conséquences légales de leurs actions. Il est arrêté le 21 juillet 2024 par les autorités danoises à la suite d'un mandat d'arrêt international émis par le Japon.



<https://www.lemonde.fr/blog/fredericjoig/1>

À la suite de l'arrestation par les autorités danoises au Groenland, le Japon demande l'extradition de l'intéressé pour qu'il soit jugé par la législation japonaise. Derrière le cas de l'arrestation de Paul Watson se cache des enjeux environnementaux, économiques mais également diplomatiques. Pour le Japon, il s'agit d'abord de faire de l'arrestation de Paul Watson un exemple de défense de leurs intérêts économiques et juridiques. Pour le Danemark, Paul Watson est également un ennemi commun avec le Japon à la pêche de baleines. L'avocat français de Paul Watson, Maître Emmanuel Jez, pointe du doigt les liens économiques entre le Japon et le Danemark. Le

Danemark prévoit de créer des îles artificielles dédiées à des parcs éoliens offshore et pourrait collaborer avec des partenaires japonais pour réaliser ce projet.

Du côté européen, plusieurs centaines de français se sont réunis pour défendre le militant écologiste. Des pancartes « sauver les baleines n'est pas un crime » sont brandies dans les rues afin d'envoyer un message fort au gouvernement. D'après l'ONG Sea Shepherd France, la pétition adressée à Emmanuel Macron, visant à libérer le militant écologiste a rassemblé plus de 500000 signatures en un temps record. Après l'échec de la demande d'asile à la France pour des raisons juridiques, Paul Watson espère obtenir la nationalité française. L'américano-canadien a annoncé « avoir hâte de retourner en France et devenir un citoyen français ». Les autorités françaises ont affirmé quant à elles poursuivre le dialogue avec le Danemark, pour prouver que les faits reprochés à Paul Watson « ne justifient pas sa détention ».

BENMBAREK Marwan, MERMILLOD Nina, PEYRE MORTE Alice, RONZANI Alizée

ASIE

Escroqueries et trafic humain : la face cachée de l'économie numérique

Le monde d'aujourd'hui se trouve interconnecté, et ce, notamment grâce au numérique. Mais ce dernier représente également de nombreux dangers. Les escroqueries en ligne se multiplient, et les victimes ne sont pas toujours celles que l'on pense. Des centres d'escroqueries en ligne sont présents dans toute l'Asie du Sud Est et représentent une source de revenu importante pour les mafias chinoises (chiffrée à 64 milliards de dollars en 2023). Ceux qui y travaillent sont attirés par la promesse d'un bon salaire. Pour la plupart jeunes et vulnérables, ils ne savent pas en quoi consistera leur futur "emploi" : arnaquer un maximum d'utilisateurs. Les employés sont chargés, contre leur gré, de soutirer de l'argent à des interlocuteurs virtuels. Pour ce faire, ils utilisent une technique spécifique : le Pig Butchering. Elle consiste à créer une relation sur le long terme, d'acquiescer la confiance de la victime, afin de la pousser à investir massivement.

Derrière ces centres se cache donc une dure réalité : le trafic humain. En effet, les employés sont surexploités, maltraités, et torturés. Pris au piège, ils ne peuvent qu'obéir face à leurs ravisseurs qui les menacent s'ils n'atteignent pas les objectifs fixés. En Asie du Sud, des centaines de milliers d'individus seraient condamnés à ce sort. La société civile s'oppose à ces pratiques et tente de les dénoncer via internet. Certains activistes reprochent aux gouvernements asiatiques de ne pas suffisamment agir. Une situation délicate pour ces régimes majoritairement autoritaires, qui eux-mêmes s'emparent d'internet pour servir leurs intérêts et qui affichent une passivité coupable. Dans ces pays, la censure et la surveillance écrasent les libertés d'expression et les droits fondamentaux.



Pour lutter activement contre les réseaux de criminalité transnationale, tels que ces centres, l'organisme INTERPOL (organisation internationale de police criminelle) entreprend de multiples actions. Les opérations menées ont pour but de protéger les populations, d'empêcher les infractions, et de tendre vers une économie mondiale plus saine. À l'aide du mécanisme de blocage rapide des paiements, plusieurs millions de dollars issus d'escroqueries ont pu être interceptés.

Les ONG jouent également un rôle dans cette lutte, elles relayent les témoignages des victimes et informent les populations des dangers présents sur Internet.

BRANFAUX Manon, DESCOSSE Elsa, FOUQUIER D'HEROUEL Adèle

AMÉRIQUE DU SUD

Amazonie sous pression, entre dévastation et mobilisation

Plusieurs pays voient leur destin lié au poumon vert de la planète : le Brésil, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, la Colombie, le Venezuela, le Guyana, le Suriname et la Guyane Française. L'Amazonie qui recouvre 6,7 millions de km² à elle seule produit entre 10 et 15% de l'oxygène que nous inspirons. Dans le contexte climatique actuel, capter le carbone que nous émettons est crucial, produire de l'oxygène est vital.



Toutefois, elle fait face aujourd'hui à de multiples dangers qui réduisent sa superficie, bouleverse sa biodiversité et impacte les locaux. La culture illicite de coca, les longues périodes de sécheresse qui impactent la faune et la flore, les incendies dévastateurs, l'expansion agricole... ces multiples facteurs d'aggravation dérèglent de jour en jour l'équilibre de cette forêt tropicale...

Des progrès notables ont été réalisés dans la protection des peuples indigènes, notamment pour le peuple Mundurucu, qui lutte pour la délimitation de leur territoire Sawré Muybu depuis 2007. Le

25 septembre 2024, grâce à Greenpeace, leur territoire a été reconnu, protégeant ainsi leurs habitations et facilitant l'expulsion des occupants illégaux. D'autres communautés, comme celle de Dos de Mayo, reçoivent également de l'aide du Centre amazonien d'anthropologie (CAAAP) et du Secours Catholique pour défendre leurs droits territoriaux. Amazoniennes sont essentiels à la conservation et la protection de la forêt amazonienne en raison de leur mode de vie respectueux de la nature datant de plusieurs siècles. Par ailleurs, des réglementations strictes par les autorités péruviennes encadrent la culture de la coca et la lutte contre les narcotrafiquants, avec des plantations illégales rasées par les autorités, bien que la présence de cartels demeure.



Source : 13 Comme Une. (2024, 8 février) 1

La protection de l'environnement et de la biodiversité sont donc des enjeux majeurs actuels qui nécessitent de prendre d'importantes mesures. D'ailleurs, au Brésil, le président Lula renforce la protection de la forêt amazonienne (dont 60 % se trouvent au Brésil) par la mise en place d'un plan en juillet dernier. L'objectif étant de combattre les organisations criminelles qui contribuent à la déforestation de cet espace. Pour ce faire, un budget de 1,2 milliard de Reais (206 millions d'euros) est destiné à cette mobilisation. La communauté internationale intervient elle aussi pour protéger la forêt amazonienne à travers le « plan Amazon

: sécurité et souveraineté ». La récente COP16 sur la biodiversité, qui s'est déroulée du 28 octobre au 1 novembre à Cali, en Colombie, est également un exemple de mobilisation internationale : la protection de l'Amazonie était un enjeu majeur de cette COP, porté notamment par les peuples autochtones, mais n'a pas fait objet de consensus. La COP16 a tout de même permis la reconnaissance des peuples autochtones par la création d'un groupe permanent qui les représente au sein de la convention des Nations Unies sur la diversité.

Plus d'information sur les peuples indigènes :

- Khettab, D. O. (2024, 4 novembre). *Amazonie : Défendre les gardiens de la forêt*. Secours Catholique - Caritas France. <https://www.secours-catholique.org/m-informer/grands-formats/amazonie-defendre-les-gardiens-de-la-foret>
- *Amazonie : une grande victoire pour les Mundurucus* - Greenpeace France. (2024, 23 octobre). Greenpeace France. <https://www.greenpeace.fr/amazonie-une-grande-victoire-pour-les-mundurucus/>

BETOURNE VIRMONT Juliette, LALJI Aditi, SERMET MAGDELIN Gaspard

LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

UN ETAT DES GRANDES ANTILLES, SITUÉ SUR L'ÎLE D'HISPANIOLA, EN MER DES CARAÏBES

Situation démographique

Pays le plus peuplé des Caraïbes, devant Cuba, avec une population d'environ 12 000 000 d'habitants



<https://www.universalis.fr/atlas/amerique/amerique-centrale-et-caraibes/haïti/>

Caractéristiques géographiques

- Climat de type tropical de savane
- Montagnes: Nombreux massifs montagneux dont le point culminant est le Pic de la Selle à 2680m
- Îles et archipels: La Gonâve, l'Isle Cacaïque, l'île de la Tortue, les Cayemites, l'île-à-Vache
- Risques naturels: Séismes, cyclones, glissements de terrain (déboisement)
- Ressources principales: La Forêt des Pins, les eaux intérieures, gisements de minerais, élevage, agriculture

Situation politique

Haïti est, depuis son indépendance le 15 août 1934, une République Démocratique Unitaire, avec pour langues officielles le créole Haïtien et le français. Haïti est un état faillit.



https://fr.wikipedia.org/wiki/Drapeau_d%27Ha%C3%Afti

Situation économique

Avec un IDH de 0.552, Haïti se positionne au 158e rang économique mondial, utilisant la Gourde Haïtienne comme monnaie officielle. Aujourd'hui la richesse du pays se trouve tant dans l'exploitation de ses ressources naturelles minières (or, argent, cuivre, bauxite) que dans l'exportation de ses cultures (cacao, coton, café, sisal, mangues)

Forces armées

Les forces armées d'Haïti, rétablies en 2017, comptent 1 000 à 2 000 soldats, affectés à des missions civiles comme la réponse aux catastrophes naturelles et la protection des infrastructures stratégiques. Le budget de défense est très réduit, inférieur à 0,4 % du PIB, avec des ressources militaires se limitant à des véhicules légers et des équipements de secours, sans chars, avions de combat, ni artillerie lourde. Haïti ne dispose pas d'industrie de défense et dépend d'aides internationales (notamment des États-Unis, du Brésil et du Canada) pour des formations militaires de base et du matériel, la sécurité intérieure étant largement assurée par la Police nationale haïtienne (PNH).



<https://haiti.loopnews.com/content/les-discussions-washington-sur-la-mmss-en-haiti-ont-pris-fin>

Politique extérieure

- Au niveau régional, Haïti est membre de la Communauté caribéenne (CARICOM), une organisation qui vise à renforcer les relations économiques et politiques entre les pays des Caraïbes.
- Haïti collabore aussi étroitement avec l'Organisation des États américains (OEA) pour la promotion de la démocratie et la protection des droits de l'homme dans la région.
- En Amérique latine, Haïti a aussi des liens avec la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) pour encourager l'intégration régionale et le dialogue Sud-Sud.
- Sur le plan international, Haïti entretient des relations étroites avec les États-Unis, l'Union européenne, et des organismes des Nations Unies pour solliciter de l'aide au développement et de l'assistance humanitaire.



<https://www.haitilibre.com/article-40696-haiti-flash-l-armee-d-haiti-recrute-des-cadets-inscriptions-ouvertes.html>

Zones de tensions

Haïti traverse une crise profonde marquée par la violence des gangs, particulièrement à Port-au-Prince, causant insécurité et déplacements de population. L'absence d'un gouvernement élu depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021 a aggravé l'instabilité politique, empêchant toute amélioration durable. La situation humanitaire est critique, avec des pénuries alimentaires et des épidémies. Une mission internationale dirigée par le Kenya tente actuellement de soutenir la police haïtienne, mais elle reste limitée et suscite des doutes parmi la population.



<https://lalere.francetvinfo.fr/martinique/barbecue-le-chef-de-gang-qui-veut-renverser-le-gouvernement-haitien-1150168.html>

Le chef de gang Jimmy Chérizier, alias "Barbecue", a orchestré la destruction de la maison et de l'hôpital des Sœurs Missionnaires de la Charité à Port-au-Prince, privant ainsi des centaines de personnes vulnérables de soins et d'assistance essentiels.

BACHELET Adélaïde, Boultif Sirine, Dumont Léanne

îles Tuvalu

BELALIT Oumaïma, FURIN Noëlie, HOUSSEMAND Camille

CARACTÉRISTIQUES

Nom officiel : Tuvalu

Nature du régime : Monarchie constitutionnelle
Royaume du Common Wealth

Chef de l'Etat : Gouverneur Sir Tofiga Vaevalu Falani
Roi Charles III

Premier Ministre : Kausea Natano

Territoire : État archipélagique de 9 atolls



DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Capitale : Funafuti

Localisation : Polynésie
Océan Pacifique Sud

Superficie : 26 km²

ZEE : 749 790 km²

Langues officielles : tuvaluan, anglais

HISTOIRE & CULTURE

Les îles Tuvalu, anciennement connues sous le nom des îles Ellice, sont devenues **indépendantes du Royaume-Uni en 1978**. Une nation polynésienne avec une forte culture communautaire et des traditions orales.

Les cérémonies traditionnelles sont importantes dans la culture et comprennent plusieurs danses telles que le fakaseasea, le fakanau et le fatele.

- Membre de l'**ONU** depuis 2000 : participe activement aux **débats internationaux** sur le **changement climatique**.
- Membre du **Commonwealth des Nations** : organisation intergouvernementale composée principalement d'anciennes colonies britanniques.

Le pays participe à des événements multilatéraux comme les **Rencontres du Commonwealth** et des initiatives relatives aux **droits humains**, à la **démocratie** et au **développement durable**.

Cela lui permet de collaborer sur des questions internationales, telles que le **changement climatique**, qui menace directement le pays.

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Population : 11 508 habitants

Densité : 383,6 hab / km²..

Religions : 97% Eglise des Tuvalu
(Eglise chrétienne protestante spécifique au pays, qui mélange le christianisme, et des éléments ancestraux des croyances autochtones)

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET GÉOPOLITIQUES

Montée du niveau de la mer, Sécurité alimentaire et Santé

Suite aux effets du changement climatique, les Tuvalu pourraient être le **premier Etat souverain** à devenir **inhabitable d'ici 50 ans**.

Migration climatique et Droit international, Impacts sur l'identité culturelle

Les Tuvalu risquent de **relocaliser toute sa population**. Des accords sont en discussion avec la Nouvelle-Zélande qui accueille déjà des travailleurs Tuvaluans. Cela soulève des inquiétudes face à la potentielle **migration forcée et pour la préservation de la culture** tuvaluanne. La perte de leur territoire pourrait entraîner la **perte de traditions, de langues et d'une identité culturelle unique**.

Menace sur la souveraineté

Si cet archipel devient inhabitable, la **question de la souveraineté** se pose : Un État peut-il conserver son statut de nation sans territoire physique ?



AFP - EYEPRESS NEWS

"C'est une image qui fait le buzz à la Cop 26 : le ministre des affaires étrangères des Tuvalu se montre de l'eau jusqu'aux genoux, lors d'une conférence de presse depuis son pays pour parler du réchauffement climatique". RadioFrance

PIB : 47 millions de dollars en 2019

Principaux secteurs : agriculture, pêche

Volonté d'exploiter des ressources minérales des grands fonds marins.

L'un des premiers Etat insulaire du Pacifique à obtenir un **financement du Fonds Vert** avec 35,4 M EUR.

QUEL AVENIR ?

Ministre des Affaires étrangères de Tuvalu lors de la COP26 : « Nous coulons, » « Et les autres (PEID*) aussi. Et bien qu'on ressent ce impact dès aujourd'hui dans les Tuvalu, d'ici 100 ans, nous ressentirons tous les effets terribles de cette crise mondiale ».

* PEID : Petits Etats Insulaires en Développement

É
C
O



Un projet de récupération des terres dans le centre de Funafuti vise à fournir de nouveaux bâtiments pour le gouvernement local. Du sable transporté depuis le milieu de l'océan a permis de créer cinq kilomètres carrés de terre à Tuvalu.

PHOTOGRAPHIE DE SEAN GALLAGHER